

MARCHE DE TRAVAUX

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION V3

25123-25124
Rénovation du quartier Bois-du-Château-
NPNRU – Ilots RL3/RL9/D2-1/C4-Micro
Ferme

Date et heure limites de réception des offres :
Mercredi 04 juin 2025 à 12 :00 (midi)



REPONSE PAR VOIE ELECTRONIQUE OBLIGATOIRE POUR LA PRESENTE CONSULTATION

L'adresse mail utilisée sur la plateforme de téléchargement du dossier de consultation servira dans le cadre de correspondances pendant la durée de la consultation et pour l'information aux candidats non retenus. Assurez-vous d'indiquer une adresse permettant d'assurer une transmission certaine de l'information au sein de votre société

SOMMAIRE

1. Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 – Objet	3
1.2 - Mode de passation et type de contrat	3
1.3 - Décomposition de la consultation	3
1.4 - Réalisation de prestations similaires	3
2. Conditions de la consultation.....	3
2.1 - Délai de validité des offres.....	3
2.2 – Mode de dévolution.....	3
2.3 – Variantes autorisées et exigées.....	3
2.4 – Action d’insertion par l’économie et l’emploi	4
3. Conditions relatives au contrat.....	4
3.1 - Durée du contrat - délai d'exécution	4
3.2 - Sous-traitance – Tâches essentielles	4
3.3 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	4
4. Contenu du dossier de consultation.....	4
5. Présentation des candidatures et des offres	5
Documents à produire	5
5.1 Pièces de la candidature	5
5.2 Pièces de l’offre.....	6
6. Conditions d'envoi des plis	7
Transmission électronique	7
7. Analyse des candidatures et des offres.....	7
7.1 - Sélection des candidatures	7
7.2 - Attribution des marchés	7
7.3 – Négociation éventuelle	9
8. Renseignements complémentaires.....	9
8.1 - Points de contact	9
8.2 - Procédures de recours	9

1. Objet et étendue de la consultation

1.1 – Objet

La présente consultation concerne des travaux relatifs à la rénovation du quartier Bois-du-Château à Lorient- NPNRU : travaux d'aménagement d'accès aux ilots RL3/RL9/D2-1/C4-Micro Ferme.

1.2 – Mode de passation et type de contrat

Le marché est passé en procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article L.2123-1 du code de la commande publique.

Le marché n'est pas couvert par l'accord sur les marchés publics.

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.3 – Décomposition de la consultation

Le marché est alloti. Les prestations sont réparties en 2 lots :

Lots	Désignation	Code CPV (objet principal)
1 (25123)	Voirie-Terrassement - Signalisation	45112500-0 Travaux de terrassement
2 (25124)	Assainissement – Adduction Eau Potable	45232410-9 Travaux d'assainissement 45232150-8 Travaux relatifs aux conduites

Chaque lot fera l'objet d'un marché conclu avec un seul opérateur économique.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour un ou plusieurs lots. Un même candidat peut se voir attribuer un ou plusieurs lots (dans le cas où un même candidat se voit attribuer un ou plusieurs, celui-ci s'engage à mettre à disposition tous les moyens nécessaires et suffisants pour assurer l'exécution des prestations des lots attribués).

1.4 – Réalisation de prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2. Conditions de la consultation

2.1 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 3 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 – Mode de dévolution

Le marché peut être attribué à une entreprise ou à un groupement d'entreprises.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Cependant, en cas de groupement conjoint, le mandataire est impérativement solidaire de chaque membre.

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public (article R.2142-4 du code).

Une même entreprise ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché conformément à l'article R.2142-23 du CCP.

2.3 – Variantes autorisées et exigées

Variantes libres :

Aucune variante libre n'est autorisée.

Variantes exigées :

Aucune variante exigée n'est demandée.

2.4 – Action d’insertion par l’économie et l’emploi

En application de l’article L2112-2 du code de la commande publique, le marché comporte dans le cadre de son exécution une clause d’insertion sociale obligatoire de

Lot 1 (25123) - Voirie-Terrassement -Signalisation : **350 heures** de travail minimum sur la durée totale du marché.

Lot 2 (25124) - Assainissement – Adduction Eau Potable : **280 heures** de travail minimum sur la durée totale du marché.

Ce dispositif consiste à réserver, dans le cadre de l’exécution du marché, une partie du temps de travail nécessaire à la réalisation de la prestation au bénéfice de publics prioritaires rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières (demandeurs d’emploi de longue durée, jeunes peu ou pas qualifiés, ...).

Dans ce cadre, l’entreprise choisie, quelle qu’elle soit, s’engage à réaliser une action d’insertion en vue de l’accès ou du retour à l’emploi de ces publics.

Pour toute information qui leur serait utile, les candidats peuvent contacter la chargée de mission Clauses d’insertion au 06 80 85 87 61.

Les dispositions relatives à la clause d’insertion sont précisées dans la fiche Annexe « Insertion sociale » du cahier des clauses administratives particulières. Les conditions d’exécution sont précisées à l’acte d’engagement.

3. Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat - délai d’exécution

La durée du marché débute à la date de notification du marché jusqu’au parfait achèvement des travaux.

Le délai global prévu pour l’exécution de l’ensemble des prestations est de 7 mois (y compris un mois de préparation) à compter des dates indiquées dans l’ordre de service unique transmis pour le démarrage de la préparation de chantier et pour fixer la date de démarrage des travaux pour chacun des lots.

3.2 - Sous-traitance – Tâches essentielles

Pour tous les lots :

Aucune tâche n’est considérée comme essentielle en application des dispositions de l’article L.2193-3 du code.

3.3 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prix sont révisibles conformément aux dispositions du CCAP.

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : financement sur le budget communal, paiement selon les règles de la comptabilité publique. Envoi des factures via CHORUS : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L’attention des candidats est attirée sur le fait que s’ils veulent renoncer aux bénéfices de l’avance prévue, ils doivent le préciser à l’acte d’engagement.

4. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC)
- L’acte d’engagement (AE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
 - le fichier « plans »
 - le fichier « annexes »
- Le planning prévisionnel
- Le document « ART-OPCI-Venelles réseaux-Ind2 »
- L'annexe Récolement
- Le PGC
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) : un par lot
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) : un par lot
- L'annexe Insertion sociale

Le dossier de consultation des entreprises est disponible à l'adresse électronique suivante : www.megalis.bretagne.bzh

5. Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Si le candidat présente un sous-traitant, il doit fournir les formulaires DC1 - Lettre de candidature et DC2 - Déclaration du candidat (disponibles gratuitement sur l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou tout document équivalent.

Documents à produire

Chaque candidat doit produire un dossier complet comprenant les pièces de la candidature et de l'offre telles que libellées ci-après.

5.1 Pièces de la candidature

Conformément à l'article L.2142-1 du code de la commande publique, l'acheteur doit s'assurer que les candidats à la procédure disposent des capacités professionnelles, techniques et financières nécessaires à l'exécution du marché.

La Ville de Lorient demande les documents suivants :

- Concernant la situation juridique de l'entreprise :
 - Un extrait Kbis ;
 - Les pouvoirs des personnes habilitées à engager l'entreprise.
- Concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :
 - Les chiffres d'affaires des trois dernières années en identifiant la part de chiffre d'affaires relevant du marché concerné, sauf pour les entreprises nouvellement créées qui doivent justifier de leur date de création par tout moyen.
- Concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :
 - Une présentation de l'entreprise détaillant les compétences et les moyens humains (organigramme) ;
 - Une déclaration indiquant les moyens techniques dont dispose le candidat pour réaliser la prestation : matériel, équipement technique, outillage etc ;
 - Une liste de références de travaux de même nature que ceux prévus au marché effectués au cours des trois dernières années (en précisant le montant, la date et le destinataire) ;
 - Les qualifications professionnelles suivantes : (ou équivalent) :

-lot 1 :

FNTP 232 : Préparation des sites - Ouvrages en terre, terrassements - Travaux de terrassement courants
FNTP 3221 : Voiries, routes - Trafic important - Revêtements en matériaux enrobés - Enrobés classiques
FNTP 341 : Chaussées urbaines - Assises de chaussées
FNTP 3421 : Chaussées urbaines - Revêtements en matériaux enrobés – Enrobés classiques

FNTP 3713 : Équipements de la route - Mise en œuvre de produits de marquage routier pour signalisation routière - Mise en œuvre par moyens mécaniques sur autres routes (TMJA ≤ 150)
 FNTP 372 : Équipements de la route - Pose de bornes ou panneaux de signalisation

-lot 2 :

FNTP 5144 : Eaux, assainissement, autres fluides - Construction en tranchée de réseaux d'eau, d'assainissement - Construction de réseaux gravitaires en site urbanisé - Profondeur de tranchée ≤ 3,50m hors nappe phréatique

→ Les imprimés DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) complétés.

Les candidats peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Conformément à l'article R.2144-3 du code de la commande publique, cette vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles sera réalisée après l'analyse des offres et avant l'attribution du marché.

5.2 Pièces de l'offre

Afin de faciliter l'analyse des offres, il est expressément demandé aux candidats de transmettre les pièces financières (BPU, DQE) en version EXCEL ou libre office.

Documents de l'offre
L'acte d'engagement (AE) complété, daté et signé
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
Le bordereau des prix unitaires (BPU) intégralement complété : un par lot – Version Excel ou libre office
Le détail quantitatif estimatif (DQE) intégralement complété : un par lot – Version Excel ou libre office
Planning prévisionnel Travaux : Planning prévisionnel de réalisation de la mission tenant compte du plan de phasage établi dans le cadre du DCE par ARTELIA
<p>Un mémoire technique sous forme d'un fichier unique, à assembler au format PDF. Le format attendu est de type A4 portrait, avec une possibilité de réaliser des planches au format type A3 Paysage pour le principe de planning prévisionnel de travaux et les rendements.</p> <p>La qualité du mémoire, avec des chapitres séparés et détaillés correspondant aux sous-critères de jugement et notamment sa bonne présentation doivent permettre de juger de la méthode et de l'adéquation de la réponse des entreprises au dossier de consultation.</p> <p>Il comportera 50 feuilles A4 maximum, soit 100 pages hors annexes (minimum police 10). Ce document devra comporter les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour la qualité de l'équipe dédiée <ul style="list-style-type: none"> • Composition des équipes affectées pour ce marché : effectifs, rôle, qualifications, adéquation des expériences en matière de projet équivalent et formation de chaque membre, respect de la clause insertion ; • Composition du management affecté pour ce marché : effectifs, rôle, qualifications, expériences et formation de chaque membre. - Méthodologie détaillée de réalisation des travaux. Cet item intègre les préoccupations concernant les contraintes de circulations et besoins riverains et des autres chantiers en cours dans le Projet de rénovation du quartier Bois-du-Château- NPNRU. - Présentation des procédures, des engagements et des délais opératoires, tant pour la phase travaux que pour les études d'exécution : ces points devront être précisés dans le cadre des schémas d'organisation en matière de qualité, sécurité, d'environnement et de gestion des déchets à présenter dans l'offre.

- **Qualité des moyens matériels et des fournitures proposées.** Les fiches techniques de qualité et de provenance des fournitures et des matériaux envisagés dans le cadre de la réalisation des travaux (Voir détails ci-après).

- **Synthèse des éléments clés du mémoire en 2 pages**

6. Conditions d'envoi des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document, sous peine d'être rejetés.

Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique sécurisée est obligatoire pour cette consultation. Elle devra être effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante :

www.megalis.bretagne.bzh

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Ce pli ne sera ouvert qu'en cas de détection d'un programme malveillant sur l'offre électronique.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents excepté pour les pièces financières (voir paragraphe précédent). Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Aucune signature électronique des documents n'est requise au stade du dépôt de candidature.

Le marché sera signé avec l'attributaire retenu à l'issue de la procédure.

La signature est au format XAdES, CAdES, PAdES.

7. Analyse des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 et suivants et R.2152-6 et suivants du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots :

Critères	Pondération
1-Valeur technique	60 %
<p><i>1.1 – Qualité de l'équipe dédiée (effectifs, rôle, qualifications, expériences en matière de projet équivalent, formation, etc) - sur 20 points</i></p> <p>Qu'elle soit mandataire, cotraitante ou sous-traitante l'entreprise devra indiquer les niveaux et spécialité du personnel, encadrement, CV, présentation des références du conducteur et du chef de chantier, les attestations de qualifications ...</p> <ul style="list-style-type: none"> - Encadrants avec CV ; effectifs, rôle, qualifications, adéquation des expériences en matière de projet équivalent et formation de chaque membre (sur 5 points) - Liste des personnels ; effectifs, rôle, qualifications, adéquation des expériences en matière de projet équivalent et formation de chaque membre (sur 5 points) - Capacité de mobilisation des équipes, (sur 5 points) - L'entreprise devra indiquer la coordination avec les intervenants extérieurs ainsi que ses disponibilités avec les riverains et les commerçants (sur 5 points) 	20 pts
<p><i>1.2 – Méthodologie détaillée de réalisation des travaux</i></p> <p>L'entreprise détaillera des différentes phases constructives avec solutions techniques et matériels mis à disposition, exposera la méthode (notamment les mesures de limitation des nuisances) et indiquera des cadences de réalisation</p>	20 pts
<p><i>1.3 – Présentation des procédures, des engagements et des délais opératoires</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyse du phasage et du planning (sur 4 points) - L'entreprise détaillera un phasage avec principe d'accès et de circulation (sur 3 points) - Capacité de l'entreprise à répondre à des cadences élevées (sur 3 points) 	10 pts
<p><i>1.4 – Qualité des moyens matériels et des fournitures proposées</i></p> <p>LOT 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Production des fiches renseignant les revêtements, les ouvrages (sur 4 points) - Liste des matériels et engins adaptés au chantier afin de réduire l'impact des travaux sur l'environnement et le respect du quartier (sur 2 points) - Les dispositions à caractère environnemental permettant d'apprécier le niveau d'engagement du candidat dans une démarche de développement durable concernant les matériaux (dont déchets), les dispositions prises par l'entreprise pour limiter ses consommations (sur 4 points) <p>LOT 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Production des fiches renseignant les types de conduites et équipements des réseaux d'assainissement (EU) et d'eau potable (sur 4 points) - Liste des matériels et engins adaptés au chantier afin de réduire l'impact des travaux sur l'environnement et le respect du quartier (sur 2 points) - Les dispositions à caractère environnemental permettant d'apprécier le niveau d'engagement du candidat dans une démarche de développement durable concernant les matériaux (dont déchets), les dispositions prises par l'entreprise pour limiter ses consommations (sur 4 points) 	10 pts
2-Prix des prestations	40 %

Notation des offres :

Pour le critère prix des prestations :

La note du candidat sera obtenue, en fonction des montants totaux HT des DQE, selon la formule suivante :

$$\text{Note du critère prix} = \frac{\text{Montant de l'offre moins disante}}{\text{Montant de l'offre examinée}} \times 40$$

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 – Négociation éventuelle

La Ville de Lorient attend des candidats la meilleure proposition au stade du dépôt de l'offre. Cependant, une négociation pourra être organisée si nécessaire.

Ces négociations pourront porter sur toutes les caractéristiques des offres et notamment sur le prix, les délais ou la qualité technique des fournitures, services ou travaux demandés. La collectivité se laisse également la possibilité de régulariser une offre irrégulière dans ce cadre. Les négociations auront lieu dans de strictes conditions de transparence et d'égalité. Il appartient au représentant du pouvoir adjudicateur d'inviter tous les candidats ayant remis une offre ou uniquement les trois candidats les mieux classés suite à une première analyse des offres. Les négociations pourront avoir lieu par écrit ou donner lieu à des entretiens individuels. Les convocations aux réunions de négociation se feront par courrier et seront expédiées via la plateforme Megalisbretagne.

8. Renseignements complémentaires

8.1 – Points de contact

Les candidats peuvent poser des questions au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres. Pour cela, ils devront transmettre leur question par l'intermédiaire du profil d'acheteur de la Ville, à l'adresse suivante : www.megalis.bretagne.bzh

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres.

La Ville se réserve également le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de la nouvelle date.

Le service de la Commande Publique de la Ville est également disponible pour renseigner les candidats sur toute question d'ordre administratif :

Service Commande Publique
Tél : 02 97 02 22 64
achats@lorient.bzh

8.2 – Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est le tribunal administratif de Rennes – 3 Contour de la Motte – CS44416 – 35044 Rennes Cedex – Tél : 02 23 21 28 28.